



Communiqué

Paris, le 2 septembre 2011

Un tramway pour les Roms : le gouvernement plonge dans l'indignité

Le 31 août à Saint-Denis, après une nouvelle évacuation de leur bidonville, des familles de Roms roumains ont été entassées par la police dans une rame du tramway jusqu'à la gare de Noisy-le-Sec puis forcées à prendre le RER avec l'objectif de leur faire quitter le département.

Cette traque inhumaine menée par l'Etat contre les plus précaires est inacceptable. La Ligue des droits de l'Homme condamne cette opération indigne de bannissement territorial menée sous les ordres du préfet de Seine-Saint-Denis. La réquisition des moyens de transport public est injustifiable et la complicité des représentants locaux de la RATP est inadmissible.

Déjà en 2008 pour des faits semblables à la gare de Massy, la Commission nationale de déontologie de la sécurité, que la LDH avait fait saisir, avait fermement qualifié d'illégal le comportement de la police et du préfet de l'Essonne et fortement condamné la duplicité de la SNCF dans cette affaire.

La LDH a décidé en conséquence de saisir le Défenseur des droits désormais compétent pour instruire des tels agissements.

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Fédération du Rhône

5 place Bellecour

69002 Lyon

LDH.Rhone@gmail.com

<http://www.ldh-rhone.org>